



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 août 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

| | |
|---|---|
| Santé publique et commerce : deux nouvelles législations | 1 |
| Contrôle à l'exportation : une question de sécurité nationale | 2 |

Point de mire : TRADE

| | |
|---|---|
| TRADE : réforme de la politique commerciale américaine? | 3 |
|---|---|

| | |
|--|---|
| Études économiques et articles connexes..... | 4 |
|--|---|

Politique commerciale

Santé publique et commerce : deux nouvelles législations

La sénatrice Debbie Stabenow, du Comité sénatorial pour les finances, a présenté une nouvelle législation (S. 1644) prévoyant la création d'un Comité consultatif sur la place de la santé publique dans le commerce. Ce Comité devrait, si le projet de loi est adopté, s'ajouter au système consultatif fédéral sur le commerce. Plus précisément, le Comité devrait s'ajouter au deuxième « niveau » du système consultatif fédéral, à savoir le niveau composé des Comités consultatifs sur le commerce et l'environnement, sur le travail ainsi que sur l'agriculture.

En fait, la législation de Stabenow est pratiquement identique à celle présentée par les représentants Chris Van Hollen et Lloyd Doggett en mai dernier (H.R. 2293). En effet, les deux législations prévoient que le statut de « membre » du Comité en question soit limité à des personnes possédant une grande expertise dans le domaine de la santé publique et du commerce, notamment en ce qui a trait aux régulations. Les représentants de compagnies pharmaceutiques ou d'organisations à but lucratif n'ont quant à eux pas le droit de devenir membre du Comité. De plus, les deux législations prévoient que des représentants d'organisations non gouvernementales défendant les intérêts publics dans le domaine de la santé siègent à l'important Comité consultatif du Président Obama sur la politique et les négociations commerciales (ACTPN). La législation de Stabenow a reçu le soutien du sénateur Edward Kennedy et la législation Van Hollen-Doggett, l'appui des représentants Earl Blumenauer, James Langevin, John Lewis, Jim McDermott et Henry Waxman.

Sources : Éditorial, « Stabenow Introduces Bill To Create Health Advisory Committee », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 33 - August 18, 2009. Chris Van Hollen, « Van Hollen, Doggett Introduce the Public Health Trade Advisory Committee Act », *Press Release*, Wednesday, May 06, 2009. [En ligne] : <http://vanhollen.house.gov>.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 août 2009

Contrôle à l'exportation : une question de sécurité nationale

La Maison Blanche a récemment annoncé que le système de contrôle à l'exportation sera soumis à un examen critique (une révision). Selon le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs, l'objectif est de réformer le système de façon à augmenter la sécurité nationale des États-Unis et à faire avancer les intérêts américains en matière de politique étrangère et de sécurité économique. Le Président du Comité de la chambre basse du Congrès sur les Affaires extérieures, Howard Berman, a bien réagi à cette annonce : « De hauts standards en matière de contrôle à l'exportation sont essentiels à

« Les États-Unis possèdent l'un des systèmes de contrôle à l'exportation les plus solides au monde. Ce système, cependant, fonctionne encore selon la logique de la Guerre froide. En le réformant, nous serons en mesure de mieux nous adapter aux nouvelles dynamiques technologiques et économiques du XXI^e siècle et contrer les nouvelles menaces auxquelles nous faisons face. » Robert Gibbs, conférence de presse, 13 août 2009.

la sécurité nationale des États-Unis et doivent répondre aux nouveaux défis de la globalisation. » La révision du système de contrôle à l'exportation sera coprésidée par le Président du *National Economic Council*, Larry Summers, et par le conseiller à la sécurité nationale, Jim Jones. D'autres figures importantes de l'Administration Obama participeront à la révision, notamment le Secrétaire à la Défense, Robert Gates, et les sous-secrétaires à la Défense, Ashton Carter (division acquisition, technologie et logistique) et Michelle Flournoy (division politique). De plus, de hauts fonctionnaires du Département d'État participeront à la révision, notamment la sous-secrétaire d'État Ellen Tauscher (division contrôle de l'armement et sécurité internationale) et le secrétaire adjoint pour les Affaires politico-militaires, Andrew Shapiro.

Si l'annonce de la révision est une bonne nouvelle pour les exportateurs, selon Doug Jacobson, un spécialiste en droit commercial et partenaire au sein de l'importante firme d'avocats *Sandler, Travis & Rosenberg*, cette révision ne constitue « que la pointe de l'iceberg. » Dans une entrevue accordée à *Compliance Week* le 14 août dernier, Jacobson a déclaré que la révision est une entreprise complexe qui prendra énormément de temps. Selon lui, elle n'aura pas d'effets tangibles sur les exportateurs américains avant un an au minimum : « Il existe une panoplie d'intérêts qui s'affrontent et qui doivent être pris en considération avant d'aller de l'avant avec la révision du système de contrôle à l'exportation. » Par ailleurs, il serait intéressant de souligner que cette révision est une « directive sécuritaire » du Président Obama dont la date limite pour sa réalisation et les résultats escomptés demeure inconnus.

Sources : Melissa Klein Aguilar, « White House Announces Export Controls Review », *Compliance Week*, August 14, 2009. [En ligne] : <http://www.complianceweek.com/blog/aguilar/2009/08/14/white-house-announces-export-controls-review/>. The White House, « Statement of the Press Secretary », The



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 août 2009

Briefing Room, Office of the Press Secretary, August 13, 2009. [En ligne] : http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Statement-of-the-Press-Secretary/. Éditorial, « White House, Defense, State, Commerce To Participate In Export Control Review », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 33 - August 17, 2009.

Point de mire : TRADE

TRADE : réforme de la politique commerciale américaine?

Le sénateur Sherrod Brown et le représentant Mike Michaud ont développé une importante législation prévoyant une réforme de la politique commerciale américaine. Cette législation nommée *Trade Reform, Accountability, Development and Employment Act*, mieux connue sous l'acronyme TRADE (H.R. 6180/S. 3083), prévoit la révision complète de tous les accords de libre-échange et pactes commerciaux des États-Unis (y compris l'ALENA et l'OMC), la renégociation des accords actuellement en vigueur ne respectant pas les critères établis par TRADE et la création d'un nouveau mécanisme de négociation commerciale à la place du *Fast Track*, redéfinissant ainsi l'autorité pour la promotion des échanges (*Trade Promotion Authority* (TPA)) de façon à accroître le rôle du Congrès dans la formulation ainsi que la négociation commerciales. De plus, la législation TRADE prévoit la création d'un nouveau « modèle de globalisation » et se positionne contre l'élargissement de l'ancien modèle, jugé inadéquat.

TRADE se base sur l'idée que les États-Unis fait désormais face à un nouveau défi : celui d'instituer de nouvelles normes commerciales qui puissent garantir la sécurité économique nationale américaine, la création d'emplois et qui puissent offrir des opportunités aux pays en voie de développement. De telles normes serviront à compenser les asymétries et les disparités dues aux inégalités économiques et sociales ainsi qu'au déséquilibre du marché mondial. De plus, ces normes serviront à faire face aux menaces que posent les politiques actuelles à la sécurité nationale, à la santé publique, aux principes démocratiques qui sous-tendent le commerce ainsi qu'à l'environnement (par le biais du réchauffement climatique).

Voici une description des principales sections de la législation TRADE :

Section 2 : Établit une liste des accords commerciaux qui doivent être révisés en fonction des critères établis par TRADE, en particulier en ce qui concerne la protection environnementale et sanitaire ainsi que le respect des normes du travail.

Section 3 : Requiert que le *Government Accountability Office* (GAO) entreprenne une révision complète de tous les accords de libre-échange et pactes commerciaux des États-Unis avant le 10 juin 2010, incluant une évaluation des résultats attendus aux États-Unis et à l'étranger ainsi que l'élaboration d'une grille d'indicateurs sociaux et



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 août 2009

sécritaires. Requier également l'analyse des accords actuellement en vigueur en fonction des critères établis par TRADE.

Section 4 : Requier que tout enjeu associé à la sécurité nationale (*national security exceptions*), que les « remèdes commerciaux » contre les asymétries commerciales ou le commerce « déloyal » ainsi que les principes du fédéralisme soient respectés et inclus dans tous les accords de libre-échange et pactes commerciaux des États-Unis. Étant donné que l'ALENA ne constitue pas un accord « traditionnel », des critères spécifiques par rapport aux services publics, à la politique agricole, à l'investissement, à l'achat gouvernemental (*procurement*) et à l'accès aux médicaments devront être pris en considération lors de la révision.

Section 5 : Requier que le Président des États-Unis soumette des plans de renégociation des accords actuellement en vigueur ne respectant pas les critères établis par TRADE et ce, *avant* de négocier tout autre accord et *avant* que le Congrès ne considère les accords attendant d'être mis en œuvre.

Section 6 : Établit un « Grand Comité » formé de *tous* les présidents et membres hauts placés des Comités dont le domaine de compétence couvre les accords commerciaux afin d'encadrer la révision des plans présidentiels de renégociation.

Section 7 : Remplace le *Fast Track* par un nouveau mécanisme de l'autorité pour la promotion des échanges (TPA) afin d'accroître la participation du Congrès en matière de politique commerciale. Ce nouveau mécanisme permet au Congrès de sélectionner les partenaires commerciaux des États-Unis, de cibler des « objectifs de négociation » en fonction de critères qui devront ou non être inclus dans tous les accords commerciaux (voir Section 2), de certifier que ces objectifs furent bel et bien atteints et de voter les accords *avant* qu'ils puissent être mis en œuvre. TRADE a reçu le soutien de vingt associations dont la *American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO), *Change to Win* et le *National Farmers Union*. À la chambre basse du Congrès, TRADE est appuyée par 74 représentants. Au Sénat, cependant, TRADE n'a reçu l'appui que de 6 sénateurs.

Sources : Public Citizen, « TRADE Act 2-page background fact sheet », November 18, 2008. [En ligne] : www.citizen.org/trade/tradeact. Public Citizen, « TRADE Act Provides Road Map to Rebuild American Consensus for Trade Expansion », *Press Release*, June 24, 2009. [En ligne] : <http://www.citizen.org/pressroom/release.cfm?ID=2912>.

Études économiques et articles connexes

Criss-Crossing Globalization: Uphill Flows of Skill-Intensive Goods and Foreign Direct Investment. Par Aaditya Mattoo et Arvind Subramanian, August 2009. [En ligne] : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1280>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 août 2009

What's on the Table? The Doha Round as of August 2009. Par Matthew Adler, Claire Brunel, Gary Clyde Hufbauer et Jeffrey J. Schott, August 2009. [En ligne] : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1279>

Structural and Cyclical Trends in Net Employment over US Business Cycles, 1949–2009: Implications for the Next Recovery and Beyond. Par Jacob Funk Kirkegaard, August 2009. [En ligne] : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1278>

America Cannot Resolve Global Imbalances on Its Own. Par Fred Bergsten et Arvind Subramanian, *Financial Times*, August 19, 2009. [En ligne] : <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1283>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

